

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

MENSONGES SUR LA "REPRISE ECONOMIQUE"

La seule "relance" du capitalisme, c'est celle du chômage et de la misère

Aujourd'hui, pour la énième fois, les médias aux ordres ne cessent de nous rebattre les oreilles avec "l'embellie de la croissance", les "rebonds spectaculaires" et autres "succès" économiques. De même, dans la perspective de la Monnaie Unique, on assiste à une véritable "Euro-phorie" ! Les "experts" notent presque partout que les indices "fondamentaux" sont au beau fixe : voilà la "reprise" s'écrient-ils ! Quel est le sens de cet optimisme béat ? Pourquoi un tel enthousiasme ?

Faut-il rappeler que si la crise asiatique se poursuit, que si l'inflation se développe et qu'elle s'accompagne de troubles sociaux dans cette région du monde, c'est d'abord parce que le cœur du capitalisme est lui-même gravement malade ?

La bourgeoisie sait bien que la situation est très grave et que l'effondre-

ment des tigres et des dragons asiatiques est un des signes qui annonce la plongée du capitalisme mondial dans une nouvelle récession ouverte, bien plus dramatique que les précédentes (1). Et c'est bien, en premier lieu, ce que la classe dominante veut dissimuler aux yeux des prolétaires afin de les empêcher de prendre pleinement conscience de la faillite du système capitaliste. Ce mode de production, en effet, n'a pas d'issue pour sortir de sa crise historique. La seule chose qu'il peut promettre, comme on le constate au quotidien, c'est la misère, le chômage massif, la décomposition sociale et la barbarie guerrière. La bourgeoisie sait que la crise est un facteur essentiel du développement de la conscience dans la classe ouvrière. Le battage médiatique actuel sur la "reprise" fournit l'occasion de brouiller davantage les car-

tes sur cette question. Le mensonge de la "reprise" est donc le moyen d'une attaque idéologique très dangereuse de la part de la bourgeoisie. Il ne faut pas oublier qu'après la fin des prétendus "miracles" allemand et japonais, la bourgeoisie a construit toute son argumentation idéologique pour nous persuader que le capitalisme avait un "avenir radieux" incarné par "le dynamisme de la région Asie-Pacifique". Alors que ces pays se sont effondrés, les médias "grand public" ont très vite abandonné cet axe de propagande. Des prises de positions aussi contradictoires les unes que les autres ont ensuite vu le jour, démontrant avant tout la nullité des analyses bourgeoises pour "expliquer" le phénomène. Mais surtout, on a vu la bourgeoisie se faire la plus rassurante possible. Aujourd'hui encore, on nous promet

qu'avec la "reprise" les patrons s'engagent à "investir" pour "créer des emplois". On nous rassure également en nous montrant que la bourse "se porte bien" et que tout le monde doit garder confiance dans un système capitaliste "plein d'avenir". Le fait que les Etats industrialisés dominant le marché mondial ne peuvent s'effondrer aussi brutalement et rapidement que ceux de la périphérie, permet de renforcer cette illusion. Et si les effets les plus dévastateurs de la crise touchent des secteurs clés de l'économie des pays centraux, la bourgeoisie a malgré tout la possibilité de répartir et "gérer" les attaques, voir de les différer (même si cela devient de plus en plus difficile) en faisant croire à un capitalisme "juvénile". Cette relative marge de manoeuvre permet pour l'instant d'accréditer l'idée qu'il existe "des parties saines" dans le capitalisme, grâce à une "gestion responsable". C'est sur cette base que la bourgeoisie demande aux ouvriers de se serrer la ceinture et d'être "solidaires" (en partageant la misère), culpabilisant ainsi des actifs prétendus "nantis", afin de les opposer aux "chômeurs" et "exclus" ! Ceci, en brandissant un miroir aux alouettes : le partage des fruits de la croissance ! Toute cette propagande n'est que cynisme et mensonge. L'explosion du chômage massif depuis les années 80, la dégradation accélérée de toutes les conditions de vie et de travail de prolétaires, la réduction drastique des budgets

sociaux, l'effondrement de l'Etat providence, etc. ne peuvent qu'apporter un démenti cinglant à toutes les campagnes bourgeoises qui, régulièrement, à chaque légère hausse des indicateurs économiques, nous ressortent le vieux mythe de la "sortie du tunnel".

La classe ouvrière ne doit pas se laisser bercer par le chant des sirènes de la bourgeoisie : le capitalisme mondial n'a plus de période de "prospérité" à offrir à l'humanité.

Les secousses monétaires et boursières qui ont ébranlé les pays asiatiques ne sont que la partie visible de l'iceberg. L'accélération brutale de la misère ouvrière dans cette partie du monde montre que la seule politique "réaliste" de la bourgeoisie, face à l'effondrement de son système, c'est de faire payer la note aux exploités.

Le prolétariat des pays industrialisés d'Europe occidentale ne doit se faire aucune illusion. Si les médias bourgeois cherchent aujourd'hui à nous rassurer, c'est pour empêcher la classe ouvrière d'apporter sa propre réponse à la faillite du capitalisme : la lutte massive, solidaire et unie de toute la classe exploitée, chômeurs et actifs, contre un système pourri qu'il faut détruire avant qu'il n'enfoncé davantage l'humanité dans la misère, la famine et la barbarie.

W (14 Mars)

(1) Voir notamment la *Revue internationale* n° 92 et *RI* n° 274, 275, 276 et 277.

MESURES "CONTRE L'EXCLUSION"

Encore une attaque contre la classe ouvrière

Avec son dernier plan de mesures "contre l'exclusion", qualifié de "sans précédent" par Martine Aubry, et en lien direct avec les coups bas qu'il prépare derrière les 35 heures (voir *RI* n° 273 et 277), le gouvernement de la "gauche plurielle" vient de montrer une fois de plus toute sa duplicité. Sous le prétexte clamé à tous vents "d'aider" les plus démunis et, comble de l'hypocrisie, de "passer de l'assistance à l'emploi", il crée un rideau de fumée afin de mieux faire passer les attaques anti-ouvrières actuelles et justifier la préparation de celles à venir.

**Une attaque en profondeur
contre toute la classe ouvrière**

La fumisterie des mesures du plan Aubry est d'une évidence indécence. Qu'il s'agisse par exemple de l'augmentation de l'allocation spécifique de solidarité (ASS) de 8%, qui passe de 2264,70 F à 2287,20 F (!), ou de celle "spectaculaire" de l'allocation d'insertion de 29%, mais dont à peine plus de

17 000 ouvriers bénéficieront, leur aspect dérisoire saute aux yeux. La hausse de 1750 F par mois de l'ASS, jusqu'à 60 ans, des chômeurs de plus de 55 ans et qui auront cotisé... durant quarante ans, fait partie de ces pseudo-avantages dont pratiquement personne là aussi ne bénéficiera.

Mais le caractère provocateur de ces mesures, leur inefficacité apparente, permet justement de cacher qu'elles servent en fait à préparer une attaque générale sur l'ensemble des salaires ouvriers. Ainsi, la promesse de conservation du RMI, de l'ASS ou de l'allocation de parent isolé durant un an pour ceux qui reprennent un emploi n'a pas d'autre sens, car elle implique de pouvoir accepter un salaire inférieur au SMIC, en attendant un mieux illusoire. Ce que cela signifie clairement, c'est une pression accrue sur le SMIC lui-même et donc sur tous les salaires, en droite ligne des mesures déjà prises pour le passage aux 35 heures.

L'ouverture aux plus de 26 ans des "contrats de qualification" jusqu'ici ré-

servés aux "jeunes", contrat qui ne sont ni plus ni moins que du travail salarié sous-payé entre 50 et 60% du SMIC, sans aucune perspective d'embauche à un meilleur prix à la clé, représente en fait un élargissement de ces conditions d'exploitation aux plus "vieux". De plus, la pression que représentait sur l'ensemble des salariés l'existence de ces contrats-jeunes va ainsi elle aussi s'étendre et s'accroître. En attendant, la bourgeoisie ne se prive pas de s'en servir : l'entreprise Renault vient donc d'embaucher à ce titre 600 jeunes en "qualification", tandis qu'elle continue à licencier avec régularité les ouvriers qui coûtent "trop cher".

La direction prise par le gouvernement est donc bien claire. D'un côté, faire accepter n'importe quoi, à n'importe quel prix, aux chômeurs qu'on culpabilise en leur ressant à longueur d'année qu'il vaut mieux prendre un boulot mal payé que de vivre aux frais de la collectivité et de ceux qui

(SUITE PAGE 3)

Sommaire

FRANCE

"Mouvement des chômeurs" : les anarchistes, une force d'encadrement "radicale" dans les manoeuvres anti-ouvrières p. 2
Le Manifeste du Parti Communiste de 1848 n'appartient pas au PCF p. 2
L'indéfectible participation des trotskistes à la mystification électorale p. 3
A qui profitent les succès du Front National ? p. 3

CONFLITS IMPERIALISTES

Irak : derrière la "solution diplomatique", l'aggravation des tensions guerrières p. 4
Kosovo : une nouvelle explosion du chaos en ex-Yougoslavie p. 4
La gauche au service de l'impérialisme français p. 5

PERSPECTIVE DU COMMUNISME

Pollution, catastrophes écologiques... : seule la révolution prolétarienne peut sauver la planète p. 6

HISTOIRE DU PCF (III)

Le PCF embrigade le prolétariat dans la seconde boucherie mondiale p. 8

"MOUVEMENT DES CHÔMEURS"

Les anarchistes, une force d'encadrement "radicale" dans les manoeuvres anti-ouvrières

Dans la vaste mise en scène orchestrée en décembre et janvier autour du "mouvement des chômeurs", un rôle de choix a été dévolu à la mouvance anarchiste (CNT-AIT, Fédération anarchiste principalement). A côté de la CGT (à l'origine de toute l'affaire début décembre) et des diverses associations comme AC !, les militants "libertaires" de la CNT et consorts, ont constitué le 3e pilier de l'entreprise. Une entreprise qui a consisté à monter en épingle une prétendue "mobilisation radicale des chômeurs" dans le seul but d'attaquer l'ensemble de la classe ouvrière, dans ses conditions d'existence comme dans sa conscience (voir RI n°276 et 277).

Un verbiage "révolutionnaire" et des actions "radicales" ...

Le caractère tout à fait artificiel de ce mouvement, démarré à l'initiative des organismes mêmes d'encadrement et de sabotage des luttes ouvrières que sont les syndicats (CGT, SUD) ou les "associations" (tous plus complices les uns que les autres du gouvernement de la "gauche plurielle" qu'ils soutiennent de manière "critique"), est clairement révélé par la lecture de la presse anarchiste qui affirme, comme le mensuel de la CNT *Combat Syndicaliste* de février que : "il aura fallu le sérieux coup de pouce de la CGT pour que le mouvement de chômeurs démarre vraiment". De son côté, *Le Monde Libertaire* du 28 janvier décrit par exemple comment, à Lyon, "la paternité de l'action" (l'investissement par une centaine de personnes d'une ancienne agence ANPE au centre ville de Lyon) revient essentiellement aux comités de chômeurs de la CGT et à AC !. Mais voilà, nous dit-on encore, "l'occupation de l'ANPE va fournir le cadre à un début d'auto-organisation des chômeurs dépassant très rapidement les limites et les directions qu'AC et la CGT s'étaient attribués et aboutissant à la création d'un collectif d'action des chômeurs. Un phénomène qui est de plus renforcé par l'implication dans le mouvement, dès le premier jour de l'occupation, de nombreux militants libertaires, inorganisés, membres de la CNT ou de la Fédération anarchiste". Bref, Zorro est arrivé, brandissant son drapeau noir, et le rapport de forces s'en est trouvé profondément modifié !

Admettons que le rapport de force entre le syndicalisme à la sauce stalinienne et son frère ennemi libertaire ait, ici ou là, basculé en faveur du second, cela ne change strictement rien sur le fond. Les fameuses "AG" que les anars se vantent d'avoir imposées, à Lyon ou ailleurs, aux "professionnels de l'encadrement des mouvements sociaux" ont été à l'évidence autant de lieux d'étripage entre officines syndicales, tandis que les quelques chômeurs désorientés qu'ils avaient réussi à mobiliser sont cantonnés dans "des comportements individuels, souvent 'tripaux' et attachés à décrire des parcours et des situations individuelles". On a beau éplucher en long en large le *Monde Libertaire*, on n'en saura pas plus sur le contenu et les enjeux des

débats de ces fameuses AG. Et pour cause, il ne s'y est rien passé de plus que ce que tous les médias ont montré à longueur de "reportages" : des militants au discours radical flanqués, en guise de "troupes", de quelques chômeurs de longue durée en fin de droit décrivant leur galère et réclamant la prise en charge de "leur" cas désespéré. Ce n'est pas l'investissement des anarchistes dans ce mouvement qui aura changé quelque chose au fait que jamais, il n'a représenté une réelle mobilisation des ouvriers au chômage sur leur terrain de classe, c'est-à-dire, en tant que prolétaires, qui n'ont d'autre moyen de subsistance que la vente de leur force de travail.

Le rôle des anarchistes n'aura servi qu'à donner un peu plus de crédibilité au mouvement, en lui apportant une touche pseudo radicale, voire "révolutionnaire", nourrie par les mots d'ordre "d'actions directes" et "d'opérations coup-de-poing", dont sont friands ces spécialistes de la surenchère immédiate, pour qui, plus l'action est spectaculaire, plus elle est révolutionnaire.

Le Monde Libertaire vante ainsi l'action de "réquisition des richesses" orchestrée par le trio CNT-AC !-CGT qui emmena, à partir de la place du Colonel Fabien, une centaine de chômeurs jusqu'au centre Leclerc de Pantin où le patron du magasin laissa aimablement les manifestants repartir avec 14 caddies pleins, destinés à un gueuleton de foie gras et de champagne au nom du "partage des richesses, pas de la misère" et à la distribution de jouets par les associations caritatives aux familles de sans-papiers. Voilà le genre d'action "radicale", organisée avec la complicité bienveillante des autorités de l'Etat et des patrons de chaînes d'hyper-marchés (qui se font de la publicité humanitaire en passant) que les anarchistes veulent nous faire

passer pour la preuve de "l'inventivité et de la capacité d'initiative des chômeurs et précaires".

Et lorsqu'ils n'orchestrent pas ce genre de mascarade, c'est pour, comme à Lyon, convier les chômeurs à participer à une manifestation anti-Le Pen, aux côtés des démocrates de tout poil de la "gauche plurielle". Là encore, c'est en dehors de tout terrain de classe, pour les emmener sur celui de la défense de l'Etat démocratique que les anarchistes entendent "mobiliser" les chômeurs.

... au service du dévoiement et de la division de la classe ouvrière

Radicaux en diable, les anarchistes se lancent dans une grande diatribe contre les manoeuvres de la CGT, accusée d'avoir cherché à récupérer le mouvement des chômeurs pour l'entraîner, au nom de la solidarité entre actifs et chômeurs, sur le terrain pourri des 35h. Mais qu'on ne se y trompe pas : en s'appuyant sur cette vérité (voir RI n°277), les anarchistes font passer en même temps un gros mensonge qui leur permet d'apporter leur pierre à l'opposition entre actifs et chômeurs : "Plutôt que d'amplifier le mouvement des chômeurs en appelant les salariés à les soutenir dans leurs revendications... c'est en fait les chômeurs qui sont appelés à soutenir les salariés dans leur lutte pour les 35 heures ce qui, soi-disant, réglerait à terme le problème des chômeurs. Militants anarchistes, nous savons que le projet Jospin sur les 35 heures ne règlera en rien la question du chômage, de la misère et des inégalités..."

L'air de rien, on fait ainsi passer les 35h pour un combat légitime "des salariés", et les ouvriers actifs pour des égoïstes qui refusent de rejoindre les revendications des chômeurs. Que les

35h soient un piège et une attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière, les anarchistes se gardent bien de le dire. Au contraire, ils légitiment tout le discours du gouvernement et de la CGT sur le caractère prétendument "social" de la mesure et justifient, au nom de "l'intérêt spécifique des salariés", les appels de tous les syndicats qui cherchent à mobiliser les prolétaires derrière la revendication de la réduction du temps de travail !

Le radicalisme "anti-capitaliste" du discours anarchiste, ses attaques contre les "gros appareils" et son verbiage prônant l'action directe ne font nullement de la CNT et consorts des organismes ouvriers. Au contraire, selon la logique de fond de l'idéologie anarchiste, il consiste encore et toujours à poser les problèmes, non en termes de classes, mais d' "égalité", non en termes de destruction des rapports de production capitaliste, mais de "meilleure répartition des richesses", non en termes de nécessaire destruction politique du pouvoir du capital, mais "d'autogestion". Dans ce mouvement de chômeurs, ils se sont faits ainsi les champions de l'idée, répétée par tous les médias, que les chômeurs sont des "exclus", et devraient se battre comme tels (aux côtés de tous les "sans" : sans-papiers, sans domicile), avec des moyens réservés aux "exclus" : pillages de supermarchés, actions violentes, par opposition aux ouvriers actifs qui, eux, auraient une place dans la société. C'est l'identité et l'unité de classe du prolétariat qui sont ainsi attaquées.

Evoquant la manifestation du 17 janvier où la CNT avait pris place dans le carré de tête, aux côtés de la CGT et consorts, *Combat syndicaliste* de février 98 laisse échapper sa satisfaction du devoir accompli : "La présence insituée en son sein (le carré de tête de la

manif) de quelques cénétistes badgés était assurément la preuve de la participation évidente de notre confédération au mouvement social et sa reconnaissance obligatoire par des organisations politiques et syndicales qui, généralement tentent de nous exclure de sa représentation". La CNT peut être fière, tout comme les "associations de chômeurs", elle prend place au milieu de ses pairs dans le "carré" officiel des organes d'encadrement reconnus par l'Etat. Et, tout comme les médias ont répercuté les attaques de Notat et de Blondel dénonçant une "récupération par la CGT", la CNT a eu droit, elle aussi, à sa consécration, dans la bouche d'un Chevenement s'insurgeant contre "la manipulation anarchisante". Manière, pour le gouvernement, de "reconnaître" l'influence de la CNT et de faire ainsi savoir qu'il entend demain compter sur elle pour participer activement à l'encadrement et au dévoiement des mouvements de classe.

o o o

Les critiques de l'anarchisme développées par le marxisme il y a 150 ans n'ont rien perdu de leur validité. Il y a quand même une différence : à l'époque, l'anarchisme était encore l'expression de faiblesses et de l'immaturité du mouvement ouvrier influencé par les forces réactionnaires de l'artisanat défendant son autonomie individuelle. Aujourd'hui, il est devenu depuis longtemps une idéologie récupérée par le capital et l'anarcho-syndicalisme ne constitue, comme tous les syndicalismes, qu'une des formes prises par les institutions d'encadrement et de dévoiement de la lutte prolétarienne. Pour développer son combat, la classe ouvrière devra déjouer tous les pièges du syndicalisme, sous toutes ses formes.

PE (18 février)

Le "Manifeste du Parti Communiste" de 1848 n'appartient pas au PCF !

Il a osé ! Le Parti Communiste Français a republié dans *L'Humanité* du 13 février, à l'occasion du 150e anniversaire de sa première édition, *Le Manifeste du Parti Communiste* de Marx et Engels. Ce parti bourgeois ne recule décidément devant rien lorsqu'il s'agit de mystifier la classe ouvrière et lui faire croire qu'il y aurait une continuité entre le Parti Communiste du *Manifeste* de Marx et le parti stalinien des Thorez, Marchais, Hue et consorts. Il s'agit pour la bourgeoisie d'enfoncer toujours plus dans la tête des ouvriers l'énorme mensonge identifiant communisme et stalinisme.

Mais cette offensive idéologique ne s'arrête pas là. En faisant main basse sur *Le Manifeste* de 1848, le PCF dénature totalement le texte fondateur du mouvement ouvrier ainsi que la théorie révolutionnaire du prolétariat (1). A cette occasion, voilà qu'il s'attaque une

fois de plus au principe essentiel du marxisme : l'internationalisme prolétarien. Avant tout, *Le Manifeste* fait résonner dans le monde entier son cri de ralliement de la classe ouvrière : "Les prolétaires n'ont pas de patrie (...) Proletaires de tous les pays, unissez-vous !". Face à cela, au nom du fait qu'aujourd'hui "plus personne ne songe à faire du 'Manifeste Communiste' un texte doctrinal" et qu'il ne faut pas le "polluer" comme dans le passé, "par le dogmatisme, l'abus de pouvoir et le crime d'Etat", l'éditorial du directeur de *L'Humanité*, Pierre Zarka, prétend que "la lutte de classe est une participation à l'effort national (...) contre le CNPF" !

C'est de la négation même du principe essentiel du *Manifeste* : "Les prolétaires n'ont pas de patrie" qu'il s'agit quand le PCF prétend revendiquer "une adaptation nécessaire du Manifeste à la modernité". C'est aussi pour étouffer le

message plus que jamais d'actualité du *Manifeste* : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !", en le défigurant outrageusement : "Aux humiliés et exploités, il dit toujours : Unissez-vous", proclame encore *L'Humanité*. Cet appel interclassiste à "l'unité" lui permet ainsi de pousser les ouvriers vers la défense de la démocratie bourgeoise et pour "l'intervention citoyenne de l'an 2000 !", comme le met en avant dans une interview Francette Lazard, organisatrice d'une "rencontre internationale" en mai prochain sur "l'actualité du *Manifeste*".

Oui, aujourd'hui encore, c'est bien ce parti stalinien, grand spécialiste s'il en est en matière "d'abus de pouvoir et de crime d'Etat" qui "pollue" le marxisme, qui continue à empoisonner la conscience des ouvriers en leur resservant sa camelote bourgeoise frelatée sous un nouvel emballage, au nom de "l'adapta-

tion" et de "la modernité" dont il se gargarise. Comme il le "polluait" hier quand il entraînait des millions d'ouvriers au massacre lors de la Seconde Guerre mondiale au nom de "la défense de la démocratie" contre le fascisme ou au nom de la défense de "la patrie du socialisme", du "socialisme dans un seul pays", et comme il se prépare à le "polluer" demain.

Ce parti est un parti bourgeois qui n'a plus rien à voir avec le *Manifeste Communiste* de Marx et d'Engels. Il n'a plus rien à voir avec le mouvement ouvrier, ni avec le marxisme, ni avec le communisme. Bas les pattes !

HPL

(1) Sur le véritable apport du *Manifeste* dans le combat de la classe ouvrière, lire l'article "Le Manifeste Communiste de 1848, arme fondamentale du combat de la classe ouvrière contre le capitalisme". RI n°276 et la *Revue Internationale* n°93..

ELECTIONS REGIONALES

L'indéfectible participation des trotskistes à la mystification électorale

Quelle consécration pour les trotskistes ! Les élections régionales ont été l'occasion pour la bourgeoisie de leur prouver à la fois sa reconnaissance pour leur soutien actif à tous les sabotages antiouvriers et de leur montrer à quel point ils sont devenus indispensables dans la vie politique. Alors qu'en 1992, la LCR ne comptait qu'un seul candidat, elle en a aligné dans 21 départements. Quant à LO, c'est 68 listes départementales qu'elle proposait, deux fois plus qu'en 1992. Et ce n'est pas le seul coup de pouce accordé à ces faux révolutionnaires par leurs parrains des grands partis bourgeois. On a pu ainsi voir la LCR, non contente de participer à longueur d'année à des meetings aux côtés de son grand frère stalinien, le PCF, organiser récemment des réunions électorales communes avec un autre parti gouvernemental de la gauche "plurielle", les Verts. Et les médias offraient une nouvelle fois un véritable pont d'or aux déclarations d'Arlette Laguiller à laquelle aucun ouvrier ne pouvait échapper, à la télé, à la radio comme dans la presse écrite.

Il fallait en effet faire un maximum pour bourrer le crâne des ouvriers des "messages" trotskistes et de leurs dis-

cours trompeurs. Ceux-ci sont, derrière les tentatives de changer la couleur du vernis, de la même teneur : pousser les ouvriers à participer au cirque électoral dans lequel ils auraient quelque chose à gagner et à soutenir, derrière leur phraséologie faussement "critique", le gouvernement de gauche. Pour la LCR, il s'agissait de voter "pour battre la droite et faire barrage à Le Pen", mais "sans donner de chèque en blanc au gouvernement" et "pour changer la donne à gauche", d'un "vote pour peser", et elle appelait à voter, là où elle n'avait pas de candidat, "pour les candidatures de gauche indépendantes (on se demande bien lesquelles !) de la politique du gouvernement" (Rouge n°1771 du 12 mars). Voilà toujours la même "dialectique" trotskiste : le danger essentiel, ce n'est pas la gauche, qu'il faut "pousser", et sa politique antiouvrière, c'est la droite et l'extrême-droite, vers lesquelles on dirige l'attention de la classe ouvrière tandis que les mauvais coups pleuvent.

Mais si la LCR appelait clairement, malgré ses ronds de jambe, à voter pour la gauche plurielle, LO s'est montrée comme à son habitude plus "radicale" et d'autant plus pernicieuse. Elle a donc

répété à qui voulait l'entendre qu'elle ne donnerait "pas une voix à la gauche" et, en conséquence, n'appelait à voter que pour ses candidats. Pas en reste de "lucidité", elle proclamait même : "L'enjeu des élections : élire des potiches ?", pourquoi "élire des gens qui n'auront de toute façon aucun pouvoir" ? Alors, pourquoi, pourquoi donc y va-t-elle avec tant d'énergie et de représentants ? Parce que "leur seul intérêt, c'est d'être un sondage grandeur nature de l'opinion des électeurs", c'est "l'occasion d'exprimer sa colère contre la situation qui est faite au monde du travail, sa colère contre la politique du gouvernement" (LO n°1547 du 6 mars). Voici une fois encore les ouvriers transformés en "électeurs", les ouvriers auxquels on propose pour "exprimer leur colère" d'aller aux urnes passivement, atomisés et isolés. Mais ce n'est pas tout. On peut lire dans le même numéro de LO : "Les listes que Lutte Ouvrière présente dans ces élections n'ont pas pour objectif de nuire à la gauche, mais de permettre à la population laborieuse de condamner la politique actuelle du gouvernement, voire de l'infléchir. Ce qui ne pourra que renforcer la position de tous ceux qui veulent défendre véritablement les

intérêts des travailleurs et éviter que la gauche ne se déconsidère une fois de plus, et peut-être plus gravement encore." Ainsi, c'est clair. Quand la gauche tape à bras raccourcis sur la classe ouvrière, le rôle des trotskistes consiste à empêcher les ouvriers de la reconnaître comme un ennemi de classe, en faisant croire aux prolétaires, une fois de plus, qu'elle peut se mettre à leur service et donc qu'ils n'ont rien à gagner à ce qu'elle se déconsidère à leurs yeux.

Car un des objectifs de LO, c'est de contribuer activement à masquer la nature fondamentalement bourgeoise et antiouvrière de cette gauche, afin que celle-ci puisse continuer à faire passer ses attaques tant qu'elle sera au pouvoir, et encore continuer à dévoyer et briser les luttes ouvrières dans l'opposition. Cette peur de LO, comme de tous les trotskistes, c'est la peur de tous les ennemis du prolétariat.

SW (19 mars)

A qui profitent les succès du Front National?

Une fois de plus, la bourgeoisie a su tirer profit de sa cuisine électorale pour empoisonner la conscience des prolétaires en relançant sa campagne antifasciste, une grande spécialité de la gauche. Celle-ci s'est écriée avec force, à l'instar de Libération du 21 mars qui titrait en grosses lettres : "Honte", "honte" à cette droite qui s'accoquine avec le FN, honte à cette droite qui, incapable de résister à son propre affaiblissement, agonise dans les bras de l'extrême-droite.

sont pas mobilisés pour faire barrage au 'fascisme' !" Ce faisant, en brandissant encore bien haut l'épouvantail de la montée de l'extrême-droite, en réveillant à dessein le spectre de l'époque "honnie" de Vichy et de la "collaboration" de la France pétainiste avec le régime nazi, la campagne médiatique s'efforce de rabattre les ouvriers sur le terrain bourgeois de la défense de la démocratie.

A travers toute cette propagande vicieuse, non seulement la bourgeoisie tente de dévoyer les ouvriers hors du terrain de la lutte de classe mais elle s'efforce encore de leur inoculer le même poison idéologique qui avait permis à la gauche d'embrigader les ouvriers dans la Seconde Guerre mondiale : l'ennemi public numéro 1, c'est le fascisme, le seul combat à mener c'est celui de la défense de la démocratie. Et pour cela, les prolétaires doivent abandonner la lutte de classe, se noyer dans la population "citoyenne" et faire "entendre leur voix" seuls dans l'isolement avec leur bulletin de vote à la main.

La classe dominante cherche ainsi à faire oublier aux ouvriers que ceux qui dirigent aujourd'hui les attaques tous azimuts contre leurs conditions de vie et de travail, sont les mêmes qui se présentent en véritables défenseurs des valeurs "socialistes" et "humanitaires". Voilà comment la bourgeoisie démocratique s'efforce de détourner la colère ouvrière des véritables responsables de leur situation de misère.

MESURES "CONTRE L'EXCLUSION"

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

travaillent. De l'autre, se servir de cet état de fait pour faire accepter des salaires de plus en plus bas à ceux qui travaillent, au nom de la "solidarité" et du "partage des fruits de la croissance". Et il ne s'agit pas seulement d'une préparation idéologique pour mieux bernier les prolétaires parce que la bourgeoisie commence à se doter de moyens de rétorsion pour leur imposer cette situation. En effet, pour ceux qui ne seraient pas d'accord pour accepter de travailler pour un salaire de misère, le gouvernement, toujours sous le prétexte hypocrite de "lutter contre l'assistanat", a déjà mis en oeuvre le début d'un flicage maximum des allocataires de tous bords, mais en particulier du RMI, en leur demandant des comptes sur leur recherche réelle de travail. La logique est, au bout du compte : accepter de toucher une allocation misérable en "échange" de travaux d'intérêt général et autres contrats "d'insertion" ou encore d'accepter n'importe quel boulot sous-payé ou bien se retrouver sans rien.

mettre en place, c'est enfin la gauche qui l'élabore de façon accélérée.

Une offensive idéologique contre l'unité de la classe ouvrière

La polémique entretenue par les gauchistes et les associations de défense des chômeurs et précaires, jusqu'au PCF qui, tout en se félicitant que "les chômeurs marquent un point", exhortait le gouvernement à "aller plus loin" au sujet de l'insuffisance de ces mesures, a apporté une caution en or au plan de mesures gouvernemental.

Des syndicats aux gauchistes et des associations comme AC !, le MNCP, l'APEIS aux "comités de privés d'emploi" CGT, tous ceux qui se font passer pour les plus ardents défenseurs des chômeurs ou des actifs, s'emploient de leur mieux, avec leurs accents "critiques" hypermédiatisés, à masquer ce qui se prépare en termes d'offensive en règle sur les salaires et l'ensemble des conditions de vie et de travail de tout le prolétariat. Mieux, ils s'acharnent à indiquer la mauvaise route aux prolétaires. Leurs déclarations tonitruantes "dénonçant" la faiblesse des mesures, outre qu'elles entretiennent le rideau de fumée sur le véritable objectif, ont la fonction tout aussi pernicieuse d'enfoncer dans la tête de tous que les prolétaires sans travail sont une catégorie à part, celle des "exclus" et des "marginaux". Il ne s'agit même pas d'ouvriers au chômage, mais de "pauvres" qu'il faudrait "soutenir" avec des moyens de misère.

Toute cette terminologie de "l'exclusion" est construite, élaborée sciemment dans le but de les isoler, de les séparer du reste de la classe ouvrière, d'en faire une nouvelle catégorie étran-

gère au prolétariat. Elle vise donc dans un premier temps à frapper l'unité de la classe ouvrière, cette unité fondamentalement nécessaire pour se mettre en lutte et se battre efficacement contre l'exploitation capitaliste. Elle fait en sorte que les chômeurs eux-mêmes ne se tournent pas vers leurs frères de classe au travail pour y chercher la véritable solidarité, celle de la lutte active et commune, mais vers les aumônes que leur offre la bourgeoisie et vers le partage de la misère entre chômeurs mêmes.

Cette propagande insidieusement martelée quotidiennement cherche à évincer cette conscience inhérente à la condition ouvrière de la réalité de l'exploitation capitaliste qui frappe ceux qui sont sans travail comme ceux qui en ont un. Elle pousse encore une fois à balayer cette réalité que c'est toute la classe ouvrière, sans aucune exception, qui est exclue de la maîtrise des moyens de production et que c'est la loi du capital en crise qui lui impose des conditions de vie et de travail de plus en plus brutales.

Et c'est en prévision des réactions ouvrières à ces conditions de vie et de travail aggravées que la bourgeoisie, ses syndicats et ses gauchistes en tête, s'efforce d'encadrer les ouvriers au chômage et de les isoler dans le carcan des manifestations et autres "actions" "spécifiques" à cette "nouvelle" catégorie des "sans" en tous genres. Elle cherche à les enfermer dans cette logique mortelle de l'isolement et de "se sortir" de l'exclusion "entre soi", à tourner en rond entre "pauvres", alors que la seule issue est au contraire de se tourner vers leurs frères de classe au travail et d'être avec eux dans la lutte.

KW (17 mars)

Bien sûr, les alliances entre la droite et le FN sont révélatrices de la faiblesse historique de la droite française, de son incapacité à construire un corps politique cohérent et suffisamment à même de reprendre les rênes de l'Etat. Elles sont la conséquence de son incapacité à surmonter ses divisions et ses anachronismes qui la mène de plus en plus vers l'éclatement et la dispersion (voir RI n° 271 de septembre 1997).

Mais la bourgeoisie, en montant en épingle cette "affaire honteuse" montre toute sa capacité à utiliser les difficultés d'une fraction de son appareil politique contre la classe ouvrière elle-même.

En pleine conclusion du procès Papon, qui arrive à point nommé, on nous rappelle avec insistance qu'il s'agit là de la faillite de "la droite issue de la Résistance", et de la "victoire" de cette droite "rétrograde", pétainiste, qui avait foulé aux pieds les grands principes et les valeurs éternelles de la démocratie bourgeoise par sa collaboration avec le régime nazi. On voudrait encore nous faire croire qu'il existerait une lutte, un combat à mort entre le fascisme et la démocratie.

Ce tour de passe-passe idéologique, vise dans la période actuelle plusieurs objectifs en direction du prolétariat. Il s'agit tout d'abord de duper les prolétaires sur la véritable nature de la gauche, de redorer le blason de cette gauche "plurielle" qui mène et prépare au gouvernement des attaques antiouvrières d'une ampleur sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais il s'agit encore de culpabiliser la classe ouvrière autour du taux d'abstention "record" (42%) qui s'est "exprimé" lors de ces élections régionales. Le message est le suivant : "Si le FN monte en flèche et impose sa loi, c'est à cause des abstentionnistes, des mauvais citoyens sans esprit 'civique', qui ne se

Face à toutes les campagnes antifascistes, la classe ouvrière ne doit jamais oublier que c'est cette gauche qui, au début des années 80, a fabriqué l'épouvantail Le Pen. Rappelons-nous que c'est l'instauration par Mitterrand du scrutin à la proportionnelle qui a permis au Front National de passer de la marginalité politique à la position d'un parti "représentatif" au Parlement.

Et c'est cette même gauche démocratique, antifasciste, qui est aujourd'hui responsable de l'aggravation de la misère ouvrière sous toutes ses formes. Face aux pièges idéologiques de toutes les forces de la bourgeoisie, les ouvriers n'ont qu'une seule réponse à donner : rejeter le terrain pourri des élections, et mener le combat, en tant que classe, contre les attaques capitalistes qu'ils subissent quotidiennement.

KM (21 mars)

IRAK

Derrière la "solution diplomatique", l'aggravation des tensions guerrières

La solution négociée à la dernière crise irakienne ne doit pas faire illusion, la diplomatie n'étant qu'un moyen, complémentaire de la guerre, pour imposer un rapport de force. Elle ne signifie en aucune façon qu'il existe la possibilité pour les différents pays, qu'ils soient petits ou grands, de régler pacifiquement les tensions impérialistes qui les opposent. Tout au contraire. A l'opposé des crises irakiennes de 1990/91 et même de 1996, cette fois-ci l'autorité des Etats-Unis ne s'est ni renforcée ni maintenue, ne serait-ce que temporairement, mais bien affaiblie. Au premier rang de ceux qui ont largement contribué à cette situation, on trouve le grand perdant d'hier, Saddam Hussein, et tous ces "champions de la négociation" qui, comme la France et la Russie, se portent aujourd'hui à la tête de la contestation du leadership américain. En conséquence, le dénouement pacifique à la crise irakienne n'annonce pas une relance de la solution négociée aux conflits dans le monde, mais bien une aggravation des tensions.

La situation a bien changé depuis janvier 1991 (cf. RI n° 277) où les Etats-Unis tendirent un piège à Saddam Hussein. En lui laissant croire qu'il avait carte blanche pour envahir le Koweït, ils prirent prétexte de cette violation territoriale pour organiser et prendre la tête de la "riposte du droit international". Tous les pays, et en particulier les principales puissances de l'ex-bloc de l'Ouest mais aussi la Russie, ne purent alors se soustraire à la participation, à un niveau ou à un autre, financier, militaire ou diplomatique, à cette croisade menée sous l'égide des Etats-Unis, destinée d'abord et avant tout à signifier qu'ils étaient les gendarmes et leaders incontestés du nouvel ordre mondial issu de l'effondrement du bloc de l'Est. La solution militaire

constituait alors un acte indispensable du dénouement de la crise permettant de consacrer la supériorité écrasante des Etats-Unis. Les quelques tentatives de la France, l'Allemagne ou la Russie de saboter, à travers des initiatives diplomatiques, les plans américains durent rapidement cesser face aux rappels à l'ordre du plus fort. Le succès de l'opération au bénéfice des Etats-Unis fut total.

Néanmoins, il ne permit que de différer la poursuite de la contestation du leadership américain et du chacun-pour-soi dont il ne put empêcher le développement par la suite. C'est ce qu'illustrèrent, en particulier, la rupture de l'alliance historique entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, à l'initiative de

cette dernière, à partir de 1994, et aussi les multiples sabotages, par leurs anciens alliés du bloc de l'Ouest, des solutions diplomatiques américaines en Yougoslavie ou au Moyen-Orient.

Les Etats-Unis mis en porte-à-faux

Face au développement de la contestation de leur leadership, les Etats-Unis sont en permanence contraints de faire étalage, voire usage, de leur suprématie militaire. En ce sens, le déploiement actuel d'une armada dans les eaux du Golfe, sous le prétexte de faire pression sur Saddam Hussein pour qu'il applique les résolutions de l'ONU, constitue un excellent moyen de mise en garde permanente adressée à quiconque se-

rait tenté de léser les intérêts américains dans cette région. La mise en garde s'adresse en l'occurrence aux autres grandes puissances pour les dissuader de vouloir tirer avantage des difficultés des Etats-Unis à imposer leur solution diplomatique dans le règlement du conflit israélo-arabe. Elle constitue également un avertissement à l'hostilité grandissante des pays arabes à leur encontre. Néanmoins, les deux crises récentes dans le Golfe, en novembre 1997 et février 1998, ne résultent pas, comme en 1991 ou même en 1996, d'une initiative des Etats-Unis visant au maintien de leur leadership mondial, mais plutôt de provocations calculées de Saddam Hussein destinées à lui permettre de se dégager de l'état qui l'enserme, en utilisant pour cela l'antagonisme croissant et de plus en plus ouvert entre les Etats-Unis et leurs anciens alliés. De toute évidence, le maître de Bagdad a, dans la gestion de la crise, bénéficié à un niveau ou à un autre des conseils avisés de puissances intéressées à nuire aux Etats-Unis.

En limitant le droit de contrôle des experts de l'ONU, sous prétexte du caractère humiliant de leur action, Saddam Hussein n'avait d'autre objectif que de piéger les Etats-Unis qui constituent, au sein de l'ONU, le pays le plus en pointe dans le maintien de l'exclusion de l'Irak de la communauté économique et politique internationale. En effet, ces derniers, face à un tel défi, s'ils ne voulaient pas faillir à leur rôle de gendarme mondial, n'avaient alors pas d'autre choix que de recourir à la menace et à l'emploi de la force armée, si Saddam Hussein ne reculait pas. Mais le "boucher de Bagdad", contre lequel les Etats-Unis étaient parvenus à faire l'unité en 1991, avait cette fois réussi, avec la complicité et la propagande en sa faveur d'alliés européens comme la France et la Russie, à se donner le beau rôle et à endosser les habits beaucoup plus respectables de la dignité et de la victime de l'embargo contre son pays.

S'il ne cédait pas d'un pouce, il contraignait les Etats-Unis à intervenir militairement. Dans ce cas, à travers une action disproportionnée, ouvertement inique (il n'existe pas la même détermination de l'oncle Sam à châtier Israël pour non respect des résolutions de l'ONU votées à son encontre, qu'il a toujours superbement ignorées) et jugée par tout le monde inefficace pour détruire des éventuelles armes cachées, les Etats-Unis auraient encore aggravé l'hostilité à l'égard de leur position de gendarme mondial. En revanche, Saddam Hussein pouvait parfaitement se faire passer pour l'agressé, d'autant plus qu'il avait pris soin d'accepter que des instances diplomatiques, indépendantes de l'Unscm, visitent les sites "présidentiels" interdits. Les contrôles ainsi effectués s'avérèrent négatifs. Une intervention américaine ne pouvait donc, dans ces conditions, que favoriser l'image internationale, en particulier dans les pays arabes, de celui qui venait d'oser braver le diktat américain, et du même coup lui permettre de renforcer son propre contrôle de la situation intérieure irakienne.

Si, au contraire, Saddam Hussein se rangeait à une solution négociée, maintenant intactes toutes les exigences des

résolutions de l'ONU en matière de contrôle des sites stratégiques, les Etats-Unis ne pouvaient évidemment pas, à moins de se retrouver isolés dans le monde, intervenir militairement.

Ils ne commirent effectivement pas cette erreur en face de l'accord signé entre le secrétaire de l'ONU et Saddam Hussein. Leur renoncement à une action militaire prenait ainsi, dans le même temps, la signification d'un recul, contraints qu'ils étaient d'accepter une solution pour laquelle ils avaient depuis le début, affiché leur hostilité et qui, de plus, était défendue par les plus actifs contestataires de la politique américaine, la Russie et la France.

L'autorité américaine battue en brèche

C'est donc un camouflet que vient de subir la diplomatie américaine. Si la position officielle américaine ne peut évidemment pas laisser libre cours au sentiment d'avoir été bernée, l'opposition républicaine ne s'en prive pas, notamment à travers son hostilité ouverte vis-à-vis du secrétaire général de l'ONU : "Après l'humiliation subie en Irak, il n'y a désormais aucune chance que les Etats-Unis paient cet argent [les cotisations dues] à l'ONU" a déclaré le sénateur Lott (*Le Monde* du 6 mars). Quant à Saddam Hussein, il a bien réussi son coup. A travers sa "participation constructive" aux négociations, il a montré sa volonté de parvenir à une solution diplomatique, tout en tenant tête jusqu'au bout aux Etats-Unis. En effet, il a obtenu que soit pris en compte, à travers des dispositions *ad hoc*, ce qui avait servi de prétexte à son refus de l'inspection des sites présidentiels, à savoir le caractère humiliant de celle-ci. Il est gagnant sur un autre plan avec la révision à la hausse des quotas autorisés pour la vente de son pétrole. Ainsi cet épisode aura marqué, comme le soulignent certains médias, le commencement de la fin de l'isolement international de l'Irak.

Rarement l'opposition d'ex-alliés des Etats-Unis à la politique de ces derniers n'avait été aussi ferme et explicite. Jamais non plus, la Russie, depuis l'éclatement du bloc de l'Est et sa mise en orbite autour des Etats-Unis ne s'était à ce point affirmée face à ceux-ci, faisant cause commune pour la circonstance avec la France. Signe des temps, le secrétaire de l'ONU, Kofi Annan, propulsé à ce poste par les Etats-Unis pour remplacer Boutros-Ghali jugé trop pro-français, a au cours de la crise pris de plus en plus position en défaveur des Etats-Unis, accordant autant si ce n'est plus d'importance aux consultations avec la France qu'avec l'oncle Sam. L'offense suprême, qui irrita profondément et ostensiblement Washington, vint de la lettre qu'il adressa aux personnels de l'ONU, les invitant à traiter les Etats-Unis avec "compréhension et compassion" malgré leurs critiques.

Depuis longtemps également, dans les pays arabes, ne s'était exprimé aussi ouvertement l'antiaméricanisme de la part des gouvernements et "des populations" appelées à manifester contre les Etats-Unis. Ces événements montrent clairement l'affaiblissement du lea-

(SUITE PAGE 5)

KOSOVO

Une nouvelle explosion du chaos en ex-Yougoslavie

A peine la crise irakienne quittait-elle le devant de l'actualité que les heurts violents opposant la police serbe à la population albanaise au Kosovo sont venus rappeler que le capitalisme c'est la guerre. Aux portes de l'Europe "civilisée", des émeutes ont donc éclaté dans cette région, faisant 25 morts parmi les Albanais et quatre dans les forces de répression serbes, sans compter les blessés. Très vite, les événements se sont précipités, la manifestation de Pristina du 2 mars est sauvagement réprimée. Le 5 mars, les forces de l'ordre pilonnaient au mortier des villages dans la région de Drenica, au coeur du Kosovo, détruisant systématiquement et "nettoyant" à la grenade ceux censés abriter des "terroristes" de l'Armée de Libération du Kosovo (ALK). Comme en Bosnie, les hommes seront froidement assassinés : il y aura officiellement 60 morts et disparus.

Une fois de plus, les populations civiles sont les victimes directes et les otages de la barbarie guerrière provoquée par l'exacerbation des tensions impérialistes entre les grandes puissances. Car ce conflit n'est en rien un conflit local. De même que pour l'explosion de la guerre en Yougoslavie dès le début des années 90, des massacres au Rwanda, en Somalie, en Algérie, etc., il est le produit direct de l'aggravation des luttes que se mènent les bourgeoisies des pays développés depuis l'effondrement du bloc de l'Est. C'est avec la pire hypocrisie que le panier de crabes que constitue le "Groupe de Contact" (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) multiplie les mises en garde à Milosevic, le "menaçant" de "sanctions", se récriant

à qui mieux mieux devant les exactions de la soldatesque serbe, comme à l'époque des "nettoyages ethniques". Ils ne cherchent qu'à faire oublier leur responsabilité dans ce qui se passe au Kosovo, comme dans les horreurs qu'on a vu s'étaler jusqu'à présent dans l'ex-Yougoslavie.

Dès 1989, en effet, le feu couvait au Kosovo, avec les restrictions imposées par Belgrade à "l'autonomie" de cette enclave serbe à majorité albanaise. Et l'évolution de cette situation, ce durcissement, n'était pas un coup de tête du "dictateur" serbe, mais bel et bien un des signes précurseurs de l'éclatement de la fédération yougoslave en 1991, éclatement impulsé en fin de compte par une Allemagne derrière laquelle n'attendaient que de s'engouffrer les autres bourgeoisies européennes.

Derrière l'apparente "stabilisation" actuelle des positions de chacun en ex-Yougoslavie, imposée par l'Amérique lors des accords de Dayton en 1995, le feu ne s'est pas éteint, il n'a fait qu'accumuler encore plus de potentiel d'explosion, et les tensions entre les différents protagonistes, qu'il s'agisse des cliques locales ou des grandes et moyennes puissances qui s'appuient entre autres sur elles, s'aggraver.

Derrière les cliques nationalistes albanaises, on retrouve ainsi naturellement l'Albanie et, dans une certaine mesure, d'autres pays musulmans tels que la Bosnie ou la Turquie, laquelle constitue un des points d'appui traditionnel de l'impérialisme allemand dans les Balkans. Celui-ci est également présent en ex-Yougoslavie, non loin de là, à travers ses bases avancées que constituent la Slovaquie et surtout la Croatie,

sur laquelle l'Allemagne s'appuyait en 1991 pour opérer son offensive vers une ouverture stratégique sur la Méditerranée. C'est la raison pour laquelle la France et la Grande-Bretagne firent cause commune afin de chercher à bloquer cette expansion en soutenant le camp serbe. Aujourd'hui encore, avec le "grand frère" russe, on retrouve les mêmes "alliés" de Belgrade. Quant aux Etats-Unis, s'ils tardèrent à jouer un rôle dans l'ex-Yougoslavie du fait du sabotage permanent auquel ils furent confrontés de la part de Paris et Londres, c'est à travers leur soutien à la Bosnie, dont la Serbie et la Croatie s'arrachaient les morceaux, qu'ils purent justifier du véritable coup de force que constituaient les accords de Dayton. Cette percée leur avait permis d'éjecter en partie la France et la Grande-Bretagne qui opéraient sous les couleurs de la Forpronu et de stopper l'avancée croato-allemande.

Aujourd'hui, en adressant une mise en garde solennelle à Milosevic, ils montrent qu'ils ne sont pas disposés à voir remis en cause par qui que ce soit "l'ordre" fragile qu'ils ont réussi avec peine à établir dans les Balkans.

Ce que les événements au Kosovo annoncent, c'est un nouvel épisode de l'aggravation des tensions guerrières dans cette région qui reste plus que jamais à haut risque, car, autant ils sont le résultat de l'affrontement entre les impérialismes majeurs, autant ils sont en eux-mêmes un facteur accélérateur et aggravant de cet affrontement. La curée impérialiste dans l'ex-Yougoslavie est loin d'être achevée, elle est en passe d'entrer dans une nouvelle phase.

BV (20 mars)

La gauche au service de l'impérialisme français

L'issue de la dernière "crise irakienne" qui s'est soldée par une "non guerre" a été l'occasion pour l'Etat français de crier au triomphe de sa politique. Et même, à en croire la propagande de la "gauche plurielle" au gouvernement, ce seraient les valeurs "traditionnellement" humanitaires et "pacifistes" de la gauche qui auraient triomphé contre les fauteurs de guerre de tout poil (et notamment d'outre-Atlantique.)

Ce discours est particulièrement puant, car outre le fait que l'humanitarisme et le "pacifisme" n'ont pas eu grand chose à voir dans les choix stratégico-diplomatiques de l'Etat français dans cette affaire (voir article ci-contre) et le "détail" que gauche et droite ont fait preuve, à cette occasion, d'une unité de vue totale, il suffit de rappeler les hauts faits d'armes de la gauche de la bourgeoisie, de 1914 à la guerre du Golfe de 1991, pour mesurer les bonnes oeuvres de la gauche "au service de la paix".

1981-1995 : la gauche au service de l'impérialisme français

Ce n'est pas la première fois que ces gens-là osent nous faire croire que leurs "grands principes pacifistes" sont les soubassements de leur politique extérieure.

L'envoi du contingent au Liban en 1983 pour participer au "nettoyage" de Beyrouth, c'était, paraît-il, "pour la paix". Le PCF, alors au gouvernement, appuyait son compère "socialiste".

L'opération Manta au Tchad, à l'été 1983, qui a représenté alors la plus importante intervention militaire de la France depuis la guerre d'Algérie (surpassant largement en ampleur les opérations menées par la droite sur Koweït en 1978 ou en Centrafrique en 1979), c'était encore, bien sûr, au nom de la "paix". Là encore, PC et PS unis se partageaient les responsabilités gouvernementales. La création, à cette époque, de la "Force d'action rapide" (FAR), forte de 47 000 hommes, prête à intervenir partout où la défense des intérêts impérialistes du bloc occidental l'exigeait, c'était toujours l'oeuvre de la gauche.

C'est sous la houlette du ministre Henu que la loi de programmation militaire 1984-88, décrétée au nom du

fait qu'il fallait *"combler les retards pris par les gouvernements précédents dans le domaine de la défense"*, a mis en place une progression de près de 18% des dépenses militaires, une modernisation de l'équipement classique, la construction du 7e sous-marin nucléaire.

Sous les deux septennats de Mitterrand, lui qui dans les années 60 menait campagne contre "la force de frappe" française, il n'y a eu pas moins de 80 explosions nucléaires destinées à la mise au point de la puissance militaire hexagonale.

C'est encore sous l'égide de la gauche au gouvernement que la France prit part massivement à l'opération "Tempête du Désert" en 1991 et à son cortège de barbarie sans nom. Là encore, la gauche nous avait d'abord endormis de discours pacifistes avant de s'engager dans la "logique de guerre", au nom du principe impérialiste que, comme avait dit Mitterrand, *"la France doit tenir son rang"*.

Et c'est encore sous le second septennat de ce dernier, que la France prendra sa part militariste au "nouvel ordre mondial" ouvert par l'effondrement du bloc de l'Est et la guerre du Golfe, en multipliant encore, pour son propre compte, les interventions militaires à l'étranger : Somalie, Yougoslavie, Rwanda.

Ce bilan-là, la gauche d'aujourd'hui voudrait nous le faire oublier, en le mettant au passif de "l'ère Mitterrand". Elle voudrait nous faire croire à une ère nouvelle, celle de la gauche "jospiniste" et "plurielle", dans laquelle les principes humanitaires et pacifistes reprendraient leurs droits. Ce discours-là est aussi mensonger que l'avait été celui du PCF qui, après avoir quitté le gouvernement en 1984, s'était lancé dans une grande campagne pacifiste, dénonçant à qui mieux mieux les budgets militaires et les opérations guerrières de l'Etat français, alors qu'il les avaient pleinement soutenus à l'époque où il participait aux affaires.

Depuis 1914, la gauche n'a jamais cessé d'enrôler pour la guerre impérialiste

Ce rappel n'est qu'une pleine confirmation de ce que l'expérience a déjà

marqué au fer rouge dans la mémoire des prolétaires.

Les partis sociaux-démocrates signèrent en 1914 leur trahison définitive du camp du prolétariat en se vautrant dans l'orgie guerrière et chauvine. Après avoir chloroformé la classe ouvrière par des discours pacifistes jurant que *"si la guerre éclate, nous déclencherons la grève générale"*, les partis-sociaux démocrates européens se servirent, en France comme ailleurs, de la confiance dont ils bénéficiaient dans le prolétariat pour entraîner les ouvriers, la fleur au fusil, derrière les mots d'ordre de la défense de la patrie. Ils seront bientôt par la suite rejoints dans la trahison par les partis de l'Internationale Communiste défunte. Dans la période qui a précédé la seconde guerre mondiale en France, ce seront encore une fois les anciens partis ouvriers passés à l'ennemi, sociaux-démocrates et stalinien, qui vont contribuer activement aux préparatifs militaires et qui vont se charger de soumettre idéologiquement la classe ouvrière pour l'embrigader, au nom de l'antifascisme, dans le second holocauste mondial. C'est la SFIO socialiste de Blum qui, sous le Front populaire mettra en place un pro-

gramme d'armement accéléré en vue de la nouvelle boucherie. Ce sont ce parti et le PCF qui feront défiler les prolétaires dans des manifestations ponctuées par la Marseillaise, avant de se faire les agents recruteurs de la haine chauvine dans la "Résistance" et la "Libération" (voir article sur le PCF).

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les occasions n'ont pas manqué à la gauche pour s'illustrer à nouveau :

Bombardements de Sétif et de Constantine (40 000 victimes) perpétrés en mai 1945 par le gouvernement de De Gaulle avec ses quatre ministres communistes ;

Janvier 1947 : le gouvernement du socialiste Blum, avec le communiste Billoux au ministère de la défense, débloque les crédits militaires pour l'intervention en Indochine. La même année en mai, le gouvernement Ramadier fait écraser dans le sang la rébellion de Madagascar ;

C'est ensuite en 1956, le gouvernement du socialiste Guy Mollet qui expédie ses gardes mobiles en Algérie. Se donnant les moyens pour une entreprise de "pacification" de ce pays, il fait voter les pouvoirs spéciaux à une majorité de

députés incluant les communistes. C'est le début de la guerre d'Algérie. La même année, sous le même gouvernement et face aux menaces de nationalisation du canal de Suez, un corps de parachutistes français est dépêché en Egypte.

La gauche a déjà largement fait la preuve qu'en matière de militarisme et de "responsabilité" dans la défense des intérêts impérialistes de l'Etat bourgeois, elle n'a de leçons à recevoir de personne. Et si elle se drape plus volontiers dans les mêmes oripeaux pacifistes que la droite, ce n'est jamais, au bout du compte, que pour mieux préparer la guerre.

Demain, les mêmes partis seront là, avec les mêmes justifications avec lesquelles ils ont dénoncé les visées guerrières américaines dans la récente crise irakienne, pour justifier de nouvelles opérations militaires, voire pour tenter d'entraîner les prolétaires à nouveau dans l'hystérie chauvine, comme ils l'ont fait en 1914 et en 1939. Cela, le prolétariat doit le savoir : les partis de gauche sont des massacreurs, des requins impérialistes comme les autres et les ennemis jurés de la classe ouvrière.

PM (20 mars)

HISTOIRE DU PCF

(SUITE DE LA PAGE 8)

Le PCF peut enfin concilier ouvertement sa vocation nationaliste avec sa fidélité à Staline, enchaîner à nouveau le prolétariat au capital national en organisant la résistance armée contre le démon fasciste. Et tout cela, au nom de la défense de cette "patrie socialiste" qui, la veille encore l'avait cocufié en flirtant outrageusement avec *"le Boche exécré"*.

Le PCF dans la "Résistance" et à la "Libération"

Le déferlement du chauvinisme dans la "Résistance" et à la "Libération", ce ne fut pas seulement l'extermination implacable de "l'ennemi extérieur". Ce fut aussi, dans la logique tortionnaire de la Guépéou, la vindicte contre "l'ennemi intérieur", le meurtre organisé de tous ceux que la vermine stalinienne taxait de "collabos", "d'hitléro-trotskistes", de tous ceux qui hésitaient ou se refusaient à marcher au pas derrière les bannières des FFI (Forces Françaises de l'Intérieur). Ainsi les anciens d'Espagne et les M.O.I. (2), dressés comme des tueurs professionnels furent les exécutés des basses oeuvres du PCF dans la Résistance.

Devenu à son tour le chien de garde servile du capital, le PCF traînait une fois de plus dans la boue et le sang l'appel du Parti Bolchevik de 1917 à *"transformer la guerre impérialiste en guerre civile"* en présentant ignominieusement au nom de ce mot d'ordre, vidé de tout contenu révolutionnaire, la "Libération" de Paris comme une grande insurrection populaire.

Le PCF donne alors la pleine mesure de son hystérie chauvine dont témoignent les manchettes de *L'Humanité* : *"Pas un Boche ne doit sortir vivant de Paris insurgé !"* (10 août 1944), *"Pour en finir avec l'envahisseur exécré, à chaque Parisien son Boche !"* (24 août), *"Vive la France immortelle ! Plus fort les coups sur le Boche chancelant !"*

(25 août). L'appel revanchard du PCF à l'extermination des troupes d'occupation allemande, constituées en majeure partie de prolétaires brisés par l'écrasement de la révolution en Allemagne, voilà ce que fut la "Libération" en France ! Au moment même où des mouvements de désertion commençaient à se manifester chez les soldats allemands, au moment où, avec la déroute de la bourgeoisie hitlérienne, les ouvriers d'Allemagne tentaient désespérément en certains endroits de desserrer l'étau de la contre-révolution (mutineries de soldats, émeutes ouvrières impitoyablement réprimées tant par le gendarme nazi que par les bombardements alliés sur les quartiers ouvriers), les slogans fratricides, patriotards et xénophobes du PCF ont réussi à désamorcer toute possibilité de fraternisation, enfouissant sous les décombres de la guerre, et pour des décennies, le mot d'ordre du *Manifeste Communiste* : *"Les prolétaires n'ont pas de patrie, prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"*. C'est à la "Libération" que le venin idéologique de l'antifascisme, inoculé par le PCF, est apparu dans sa véritable fonction antiouvrière à l'état brut, anesthésiant jusque dans ses moindres fondements la conscience de classe du prolétariat.

Avec l'épuration de la France "libre", les Francs-Tireurs et Partisans du PCF parachevaient comme ils l'avaient déjà fait tout au long de la période maquisarde de la Résistance leur besoin antiouvrière destinée au maintien de l'ordre bourgeois, à la sauvegarde de l'unité nationale contre toute manifestation internationaliste. Ainsi, ces pourvoyeurs de guerre pouvaient-ils oeuvrer désormais à la reconstruction du capital national. Ainsi, en 1944 comme en 1936, Thorez appelait-il de nouveau les ouvriers à resserrer les rangs derrière un large front de la nation : *"Faire la guerre, créer une puissante armée française, reconstruire rapidement l'industrie, travailler et se battre, préparer effectivement dans l'union des coeurs"*

et des cerveaux la renaissance de notre patrie, telles sont les tâches immédiates pour faire une France libre, forte et heurieuse."

Il ne restait plus au PCF d'après-guerre qu'à lancer aux ouvriers le mot d'ordre *"Retrouvez vos manches !"* au service de la reconstruction nationale.

Ainsi, le PCF, ayant largement contribué à chasser le spectre de la révolution prolétarienne, méritait bien d'être appelé au gouvernement provisoire aux côtés d'un De Gaulle (3) qui lui rendait un hommage et une confiance mérités dans ses *Mémoires* : *"Les communistes n'essaieront aucun mouvement insurrectionnel. Bien mieux, tant que je gouvernerai, il n'y aura pas une seule grève."*

Dans la période qui s'ouvrait, allant des accords de Yalta et l'installation de la "guerre froide" jusqu'à 1968, marquant du retour des luttes prolétariennes à l'avant-scène de l'histoire, le PCF allait continuer sa besogne féroce antiouvrière. Il se distinguait à nouveau, d'une part par sa défense inconditionnelle des intérêts du bloc impérialiste soviétique, d'autre part par son acharnement à muscler et encadrer le prolétariat dans l'étau de la contre-révolution. C'est ce que nous abordons dans un prochain article.

CB

IRAK

(SUITE DE LA PAGE 4)

dership mondial américain. Mais ils n'en sont pas la seule expression. Y compris ceux qui, dans cette crise, se sont rangés clairement contre l'Irak, n'ont pas pour autant fait acte d'allégeance aux Etats-Unis. La Grande-Bretagne n'a pas passé sous silence ses critiques aux Etats-Unis ni manqué d'affirmer que, dans la crise irakienne, elle agissait pour son propre compte. Même Israël est allé jusqu'à regretter publiquement d'avoir suivi les consignes de Washington en 1991, en se tenant à l'écart du conflit, au lieu d'en découdre avec Saddam Hussein pour défendre ses intérêts propres.

Contrairement aux illusions répandues par la bourgeoisie française, tout enorgueillie de son récent succès et qui se réjouit de pouvoir participer à peser dans la balance face aux Etats-Unis, le recul de ces derniers n'ouvre pas une période de plus grande stabilité dans le monde. Face à l'impasse de l'économie,

la fuite en avant dans le militarisme et la guerre est une tendance à laquelle n'échappe aucun pays. Quant aux Etats-Unis, il ne faut pas attendre d'eux une trêve quelconque, tout au contraire. Même si la menace et l'emploi de la force pour imposer leurs options en politique internationale contribuent à chaque fois à accroître l'hostilité à leur rencontre, les Etats-Unis n'ont pas d'autre choix que de poursuivre dans cette voie.

Des millions d'êtres humains ont péri depuis l'avènement du "nouvel ordre mondial" dans des guerres dont la seule finalité était la défense par les grandes puissances de leurs intérêts impérialistes. En Afrique par exemple, les Etats-Unis et la France n'ont reculé devant aucun génocide pour obtenir l'avantage sur le terrain, par troupes locales interposées. Ainsi, l'hécatombe des années 90 pour cause de guerre va-t-elle encore s'amplifier avec l'aggravation des tensions entre les pays.

B (13 mars)

POLLUTION, CATASTROPHES ECOLOGIQUES ...

Seule la révolution prolétarienne peut sauver la planète

Depuis plusieurs mois, c'est régulièrement que la gauche au gouvernement met en application des mesures prétendument destinées à protéger la population contre la pollution atmosphérique dans les grandes métropoles, notamment à Paris. Outre que ces mesures constituent bien souvent un bon prétexte pour renforcer le quadrillage policier dans la rue, elles sont encore et surtout un moyen d'empêcher le prolétariat de comprendre que c'est la classe dominante et son système décadent qui sont responsables de la destruction de la planète.

Plus la civilisation capitaliste dure, plus elle nous rapproche d'une catastrophe écologique aux proportions planétaires, une catastrophe qui ne peut être évitée sans le renversement du capitalisme.

La dimension planétaire de la catastrophe écologique

Une simple liste suffit à montrer l'étendue et la profondeur du danger : le frelatage croissant de la nourriture par les différents additifs ou les maladies du bétail ; la contamination des réserves d'eau par l'utilisation incontrôlée de fertilisants et les décharges de déchets toxiques ; la pollution de l'air, en particulier dans les grandes villes, du fait des effets combinés des fumées industrielles et des gaz d'échappement des automobiles ; la menace de contamination radioactive à partir des réacteurs nucléaires et des décharges de produits irradiés éparpillés dans tous les pays industrialisés, y compris ceux de l'ex-bloc russe, menace qui est déjà devenue une réalité de cauchemar avec les désastres de Windscale, de Three Miles Island et surtout de Tchernobyl ; l'empoisonnement des rivières, des lacs et des mers utilisés, depuis des décennies, comme les dépotoirs du monde, ce qui aboutit maintenant à la rupture de la chaîne alimentaire et à la destruction d'organismes dont le rôle est important dans la régulation du climat mondial ; la destruction accélérée des forêts, en particulier les forêts tropicales, ce qui, outre des effets qui modifient aussi le climat de la planète, implique l'érosion des terres, qui entraîne à son tour d'autres calamités, comme l'avancée du désert en Afrique et les raz-de-marée au Bangladesh.

Qui plus est, il apparaît maintenant que la quantité se change en qualité et que les effets de la pollution deviennent à la fois plus globaux et plus incalculables. Ils sont globaux au sens où chaque pays du monde est affecté ; non seulement les pays hautement industrialisés de l'Ouest, mais aussi les pays sous-développés du "tiers-monde" et les pays stalinien ou ex-stalinien, qui sont dans une telle banqueroute qu'ils ne peuvent

même pas s'offrir les contrôles minimes qui ont été introduits en Occident.

Mais il y a un autre sens, et plus terrifiant encore, au mot "global" dans ce contexte ; à savoir que le désastre écologique est maintenant une menace tangible pour l'éco-système de la planète lui-même. L'amincissement de la couche d'ozone, qui semble résulter principalement de l'émission de gaz CFC, en est une claire illustration, dans la mesure où la couche d'ozone protège toutes les formes de vie sur la terre des rayons ultraviolets mortels ; et il est impossible de dire, à ce stade, ce que seront les conséquences à long terme de ce processus. Il en va de même avec le problème de l'effet de serre, qui est maintenant reconnu comme une menace réelle par un nombre croissant d'experts scientifiques.

Il est évident aussi que la classe dont le système a provoqué cette pagaille est incapable d'y rien changer. Bien sûr, dans les dernières années presque toutes les lumières de la bourgeoisie se sont miraculeusement converties à la cause de la sauvegarde de l'environnement. Les supermarchés sont remplis de produits proclamant l'absence d'additifs artificiels ; les étiquettes des cosmétiques, des détergents, des couches pour bébés, rivalisent pour prouver à quel point ils respectent la couche d'ozone, l'air et les rivières.

Dans la phase actuelle de décomposition avancée, la classe dominante perd de plus en plus le contrôle de son système social. L'humanité ne peut plus se permettre de laisser le sort de la planète entre les mains de la bourgeoisie. La "crise écologique" est une preuve de plus que le capitalisme doit être détruit avant qu'il n'entraîne l'ensemble du monde à l'abîme.

Une manifestation de la faillite du capitalisme

Le problème écologique a une histoire spécifique dans le capitalisme. Déjà, dans la période ascendante du capitalisme, Marx et Engels avaient, à de nombreuses occasions, dénoncé la façon dont la soif de profit de ce système empoisonnait les conditions de travail et d'existence de la classe ouvrière. Ils considéraient même que les grandes cités industrielles étaient dès cette époque devenues trop grandes pour fournir les bases de communautés humaines viables, et ils considéraient "l'abolition de la séparation entre les villes et la campagne" comme une composante à part entière du programme communiste (on imagine ce qu'ils auraient dit au sujet des mégalo-poles de la fin du 20e siècle...).

Mais c'est essentiellement dans la période présente du capitalisme, épo-

que qui depuis 1914, a été définie par les marxistes comme celle de la décadence de ce mode de production, que la destruction imminente de l'environnement par le capital prend une autre dimension et une autre qualité, tout en perdant la moindre justification historique.

C'est l'époque dans laquelle toutes les nations capitalistes sont obligées de se concurrencer dans un marché mondial sursaturé ; une époque, par conséquent, d'économie de guerre permanente, avec une croissance disproportionnée de l'industrie lourde ; une époque caractérisée par l'irrationnel, le doublement inutile de complexes industriels dans chaque unité nationale, le pillage désespéré des ressources naturelles par chaque nation essayant de survivre dans un combat de rats sans merci pour le

marché mondial. Les conséquences de tout cela pour l'environnement sont claires ; l'intensification des problèmes écologiques peut être mesurée selon les différentes phases de la décadence capitaliste. Le premier développement des émissions de dioxyde de carbone s'est effectué durant ce siècle avec un accroissement considérable depuis les années 1960. Les CFC ont été inventés au cours des années 1930 et ont été utilisés massivement seulement lors de ces dernières décennies. Le surgissement des "mégalo-poles" est surtout un phénomène d'après la seconde guerre mondiale, de même que le développement des types d'agriculture qui n'ont pas été moins dommageables écologiquement que la plupart des types d'industrie. La destruction effrénée des forêts amazoniennes s'est opérée dans la même période, et particulièrement entre 1980 et 1990 : son taux a alors probablement doublé.

Ce que nous voyons aujourd'hui est la culmination de décennies d'activité militaire et économique anarchique, de gaspillage et d'exploitation irrationnelle de la part du capitalisme décadent ; l'accélération qualitative de la crise écologique au cours des années 1980 "coïncide" avec l'ouverture de la phase finale de la décadence capitaliste - la phase de décomposition (voir, dans la *Revue Internationale* n° 62, "La décomposition, phase finale de la décadence capitaliste").

Le système capitaliste a depuis longtemps cessé de représenter un quelconque progrès pour l'humanité. Les conséquences écologiques désastreuses de sa "croissance" depuis 1945 sont une démonstration de plus que son développement a pris place sur une base malade, destructive, et constitue un camouflet pour tous les "experts" - dont malheureusement certains figurent dans le mouvement politique prolétarien - qui mettaient en avant ce développement afin de combattre la notion marxiste de la décadence du capitalisme.

Mais cela ne signifie pas que les marxistes - à la différence de la bourgeoisie aujourd'hui, et de tous ses parasites petits-bourgeois - abandonnent la notion de progrès ou font de quelconques concessions aux préjugés antitechnologie des "verts" radicaux.

Le concept marxiste de progrès n'a jamais été le même que celui, unilatéral, de la bourgeoisie, la notion linéaire d'une ascension stable des ténèbres pri-

mitives et de la superstition à la clarté de la raison moderne et de la démocratie. Le concept marxiste est une vision dialectique qui reconnaît que le progrès historique s'est fait à travers le choc des contradictions, qu'il a entraîné des catastrophes et même des régressions, que l'avancée de la "civilisation" a aussi signifié l'affinement de l'exploitation et l'aggravation de l'aliénation de l'homme par rapport à lui-même et du divorce de l'homme d'avec la nature. Mais il admet aussi que la capacité croissante de l'homme à transformer la nature à travers le développement de ses forces productives, à soumettre les processus inconscients de la nature à son propre contrôle conscient, fournit les seules bases pour dépasser cette aliénation et arriver à une forme plus élevée de la communauté que le communisme limité des temps primitifs, c'est-à-dire à un monde élargi, une communauté unifiée qui sera fondée non pas sur la pénurie et la submersion de l'individu dans le collectif, mais sur un niveau d'abondance sans précédent qui fournira "les conditions matérielles pour le développement total, universel des forces productives de l'individu" (Marx, *Grundrisse*). En créant les bases pour la communauté humaine totale, le capitalisme a représenté un pas immense pour dépasser les économies naturelles qui l'ont précédé.

Aujourd'hui, la notion de "contrôle" de la nature a été vilement déformée par l'expérience du capitalisme, qui a traité toute la nature simplement comme une autre marchandise, comme un sujet mort, comme quelque chose d'essentiellement externe à l'homme.

En vérité, en dépit de toutes ses prétendues conquêtes, le capitalisme dévoile aujourd'hui que son contrôle sur la nature est le "contrôle" des apprentis sorciers, pas du sorcier lui-même. Il a jeté les bases pour une maîtrise réellement consciente de la nature, mais sa pratique profonde transforme toutes ses réussites en catastrophe.

Aujourd'hui, cette contradiction a atteint un tel degré que l'humanité se trouve à un moment fatidique de son histoire, devant le choix entre, d'un côté, le contrôle conscient de ses propres forces sociales et productives, et donc une "application correcte" des lois de la nature, et de l'autre, la destruction aux mains des forces mêmes qu'elle a mises en marche. Autrement dit, le choix entre le communisme ou la barbarie.

Seule la révolution communiste peut sauver la planète

Si le communisme est la seule réponse à la crise écologique, la seule force capable de créer une société communiste, c'est la classe ouvrière.

Mais il serait faux de croire qu'aujourd'hui, la question de l'écologie puisse en soi être un axe pour la mobilisation du prolétariat sur son propre terrain de classe. Au contraire, elle fournit à la bourgeoisie un prétexte idéal pour ses campagnes interclassistes, et les ouvriers vont devoir résister activement aux tentatives de la bourgeoisie, et particulièrement de ses éléments "verts" et gauchistes, de se servir de la question pour les dévoyer de leur propre terrain de classe. C'est surtout en se battant contre les

effets de la crise économique - contre les baisses de salaire, le chômage, l'appauvrissement à tous les niveaux - que les ouvriers vont pouvoir se constituer en force capable d'affronter l'ensemble de l'ordre bourgeois.

La classe ouvrière ne pourra prendre en charge la question écologique dans sa totalité qu'après avoir pris le pouvoir politique au niveau mondial.

L'infrastructure technique et industrielle est profondément déformée par l'irrationalité du développement capitaliste dans l'époque présente, et il faudra certainement en démolir une bonne partie avant de pouvoir créer une base de production qui ne nuise pas à l'environnement naturel.

Le capitalisme a déjà développé ses capacités techniques au point de pouvoir résoudre le problème de la pollution. Mais le fait que la véritable question est de nature sociale est souligné par les nombreux cas où les intérêts capitalistes économiques ou militaires à court terme n'ont pas permis à la bourgeoisie de développer des technologies non polluantes. Nous savons par exemple qu'après la seconde guerre mondiale, les industries américaines du pétrole, du gaz, et de l'électricité ont monté toute une campagne pour étouffer l'énergie solaire ; nous avons récemment appris que le gouvernement britannique a collaboré à l'élaboration d'un rapport dont les chiffres étaient falsifiés afin de démontrer que les centrales nucléaires coûteraient moins cher que les centrales maritimes ; l'industrie automobile, de même, a longtemps résisté au développement de moyens de transport moins polluants, etc.

Le problème se trouve à la base même du mode de production capitaliste, et ne peut être résolu qu'en s'attaquant aux racines de ce mode de production.

Le capital détruit l'environnement sans s'en soucier, parce qu'il doit croître pour croître ; la seule réponse est donc de supprimer le principe même de l'accumulation capitaliste, de produire non pas pour le profit, mais pour satisfaire les besoins humains. Le capital ravage les ressources du monde parce qu'il est divisé en unités nationales concurrentes, parce qu'il est fondamentalement anarchique et produit en ne pensant pas au futur ; la seule solution consiste par conséquent dans l'abolition de l'Etat national, la mise en commun de toutes les ressources naturelles et humaines de la terre, et l'établissement de ce que Bordiga appelait "un plan de vie pour l'espèce humaine". Bref, le problème ne peut être résolu que par une classe ouvrière consciente du besoin de révolutionner les bases mêmes de la vie sociale, et qui détienne les instruments politiques pour assurer une telle transition à la société communiste.

Organisé à l'échelle mondiale, amenant dans son sillage toutes les masses opprimées du monde, le prolétariat international peut et doit mettre en oeuvre la création d'un univers où une abondance matérielle sans précédent ne compromettra pas l'équilibre de l'environnement naturel, ou plutôt, où l'une sera la condition de l'autre ; un monde où l'homme, enfin libéré de la domination du travail et de la pénurie, pourra commencer à jouir de la planète.

C'est cela sûrement le monde que Marx a entrevu, à travers l'épais brouillard d'exploitation et de pollution dans lequel la civilisation capitaliste a plongé la terre, quand il prévoyait, dans les *Manuscrits de 1844*, une société qui exprimerait "l'unité de l'être de l'homme avec la nature - la véritable résurrection de la nature -, la naturalisation de l'homme et l'humanisation de la nature enfin accomplies."

CDW

(d'après la *Revue Internationale* n°63)

A paraître

Courant Communiste International
Revue Internationale/ 93
2eme trimestre 1998 15ff / 100 fb

Chômage
LA BOURGEOISIE PREND LES DEVANTS
FACE A LA MONTÉE DE LA COLÈRE OUVRIÈRE
Irak
UN REVERS DES ETATS-UNIS
QUI RELANCE LES TENSIONS GUERRIÈRES
Mai 1968
LE PROLÉTARIAT REVIENT
À L'AVANT DE LA SCÈNE
1848 : le Manifeste Communiste
UNE BOUSSOLE INDISPENSABLE
POUR L'AVENIR DE L'HUMANITÉ
Le communisme n'est pas un bel idéal,
il est à l'ordre du jour de l'histoire, III
1918 : LE PROGRAMME
DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND
Révolution allemande, IX
L'ACTION DE MARS 1921 : LE DANGER
DE L'IMPATIENCE PETITE BOURGEOISE
Des débats entre groupes "bordiguistes"
UNE ÉVOLUTION SIGNIFICATIVE
DU MILIEU POLITIQUE PROLÉTARIEN

Appel aux lecteurs

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

BROCHURES DU CCI

- La décadence du capitalisme**
(15 F + frais d'envoi : France 8F/Etranger 18F).
- Les syndicats contre la classe ouvrière** (15 F + 8 F/18F)
- Nation ou classe** (15 F + 8 F/18F)
- Le trotskysme contre la classe ouvrière** (30 F + 8 F/18F)
- Plate-forme et Manifeste du C.C.I.**
(15 F + 8F/18F)
- Organisation communiste et conscience de classe** (15 F + 8 F/18F)
- L'Etat dans la période de transition**
(20 F + 8 F/18F)
- Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88)** (10 F + 8 F/18F)
- Guerre du Golfe** (15 F + 8 F/18F)
- La Gauche communiste d'Italie**
(80 F + 21F/33F)
- La Gauche hollandaise**
(120 F + 21 F/33F)
- L'effondrement du stalinisme**
(20 F + 8 F/18F)
- La Révolution russe**
(nouvelle édition) (15 F + 8 F/18F)
- Luttes dans la fonction publique de décembre 95
- Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière**
(20 F + 8 F/18F)
- La prétendue "paranoïa" du CCI (tomes I et II)**
(25 F et 40F + 8 F/18F)

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes. Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

RÉUNIONS PUBLIQUES :

Le chaos et la barbarie guerrière signent la faillite du capitalisme

BORDEAUX : le samedi 16 mai à 16h
"Café des Arts", 138, cours Victor Hugo.

LYON : le samedi 23 mai à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 2 mai à 20h30.
Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 18 avril à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi-16 mai à 17 h,
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 24 avril à 21 h.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 23 mai à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Souscriptions

D (Rouen) : 300. Goupil (Paris) : 105. C. (Savoie) : 130.
Paris : Réunion publique du 28 février : JM : 50 ; AI : 400 ; Y : 50 ; C. : 50 ; JPC : 20 ; H. : 100 ; Ya : 150 ; MG : 100 ; CL : 200 ; F. : 20. Permanence du 14 mars : Goupil : 150.
Toulouse : Réunion publique du 20 février : André : 40 ; Ros : 100 ; Gen : 50 ; Christine : 100 ; Félix : 50 ; Bert : 200 ; Mo : 200. Permanence du 6 mars : Jo : 50 ; Da : 50 ; Lu : 50.

Total : 2715

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

- ANGERS :**
. Contact - rue Lepneveu

BESANCON :
. Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue

BORDEAUX :
. Le Roi Lire - rue S^c-Catherine

BREST :
. Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-Fd :
. Le Papyvore - 3, rue de l'Ente

DIEPPE :
. Maison de la Presse - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE :
. Maison de la Presse - 34, rue Poincaré

GRENOBLE :
. Le Sphinx - 6, rue Brocherie

LAVAL :
. Point presse - Centre C^{ial} La-Mayenne

LE HAVRE :
. Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales

LILLE :
. Galerie- 57, rue de Béthune
. Le Comte de Monte-Cristo -C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq

LYON :
. La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7°)
. La Proue - 15, rue Childebert (2°)

MARSEILLE :
. Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1°)

MARTIGUES :
. Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN :
. La Porte Ouverte - 19, rue du G^{al}-de-Gaulle

MONTAUBAN :
. Maison de la Presse - rue de la République

MONTPELLIER :
. Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J.-Milhaud

NANTES :
. Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur
. Lanoë - 2, rue de Verdun

NICE :
. Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine

ORLEANS :
. Temps Modernes - rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS :
. L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14°)

La Brèche - 9, rue de Tunis (20°)
. Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5°)
. Lady Long Solo- 38, rue Keller (11°)

SAINT-ETIENNE :
. Librairie de Paris - rue Michel-Rondet
. Utopia - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE :
. Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès

TOULON :
. Hall de Presse - bd M^{al}-Leclerc

TOULOUSE :
. Toulouse Presse - 60, rue Bayard
. FNAC- 81, bd Carnot
. Les Arcades - place du Capitole

TOURS :
. Librairie - 104, rue Colbert.

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

LILLE
Permanence le samedi 25 avril à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 5 avril de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des Sarrazins.

LYON
Permanence le samedi 25 avril de 15h à 18h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi du mois de 17 h 15 à 18 h 15.

MARSEILLE
Permanence le vendredi 17 avril à partir de 18 h 30, au buffet Cafeteria de la gare St Charles.
Vente de la presse les samedis 18 avril et 2 mai de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES
Permanence le samedi 18 avril de 18h à 20h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS
Permanence les samedis 18 avril et 2 mai de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
Vente de la presse au marché de St-Denis (M° St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30. Exceptionnellement en avril, la vente aura lieu le dimanche 19 avril.

ROUEN
Vente de la presse le dimanche 5 avril de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE
Permanence les vendredis 3 avril et 8 mai à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 5 et 26 avril de 10h30 à 12h, au marché aux Puces (place St-Sernin), le dimanche 19 avril de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-d'Arc.)

TOURS
Permanence le samedi 4 avril de 17h à 20h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).
Vente de la presse le deuxième samedi du mois (sauf en avril où la vente aura lieu exceptionnellement le samedi 4 avril) de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-Des-Corps, place de la Mairie.

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WCI N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST (publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(12 numéros du journal) :
FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la Revue internationale) : FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
-Revue internationale : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

RI
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 PARIS

Le PCF embrigade le prolétariat dans la seconde boucherie mondiale

Dans les deux précédents articles de cette série consacrée à l'histoire du PCF (lire RI n° 276 de février et 277 de mars 1998), a été abordée l'incapacité de cette authentique organisation prolétarienne d'origine à sécréter de réelles forces de gauche capables de s'opposer à la dégénérescence de l'Internationale Communiste après l'échec et le reflux de la vague révolutionnaire internationale de 1917/1923. Ensuite, nous avons mis en évidence le reniement et la négation par ce parti de l'internationalisme prolétarien, principe essentiel des organisations ouvrières, qui signalait sa trahison et son passage définitif dans le camp de la bourgeoisie.

Dans cette troisième partie, nous verrons comment le PCF devenu fer-de-lance de la contre-révolution stalinienne, au service de la politique impérialiste de l'URSS, s'est fait pourvoyeur de chair-à-canon en embrigadant le prolétariat, tout au long du Front Populaire et de la guerre d'Espagne, au nom de l'antifascisme dans la seconde guerre impérialiste mondiale, puis comment il a participé directement au massacre à travers la "Résistance" et la "Libération".

A partir du moment où il se fait l'un des plus fervents partis nationalistes de la bourgeoisie et où il soutient le Front Populaire, le PCF devient un des plus zélés propagandistes de la campagne antifasciste de la bourgeoisie française qui prépare l'embrigadement du prolétariat dans la guerre impérialiste.

En France, il est de toutes les campagnes, de tous les meetings antifascistes. Il est le grand animateur du Comité de vigilance antifasciste. Autour des intel-

lectuels proches du PCF dont Aragon et Barbusse sont les plus ardents représentants, l'Association des Amis de l'Union Soviétique célèbrent en même temps le culte de Staline qualifié de "guide génial" et de "géant de la pensée". L'un d'eux, Fernand Grenier proclame en décembre 1936, en plein déchaînement de la terreur stalinienne : "Rien ne parviendra à altérer la sympathie que nous portons à l'Union Soviétique".

Le PCF dans la guerre d'Espagne

Mais c'est en participant en première ligne à la guerre d'Espagne que le PCF va pour la première fois exercer ses talents de bourreau et de massacreur du prolétariat, parallèlement aux grands procès de Moscou entre 1936 et 1938 qui se terminent par l'exécution de toute la "vieille garde" bolchévique de Zinoviev et Kamenev à Boukharine.

A ce moment crucial d'embrigadement du prolétariat dans la guerre impérialiste mondiale dans le camp "démocratique" sous le drapeau de "l'antifascisme", il devient le premier fournisseur de chair-à-canon et envoie des instructeurs pour la guerre d'Espagne.

C'est lui qui lance le mot d'ordre "des armes pour l'Espagne" tandis que la compagnie France-Navigation financée par l'URSS et gérée par le PCF (4e compagnie maritime française dans cette période) détient le monopole du ravitaillement en armes de l'Espagne républicaine au gré de la politique sta-

linienne dont il est le plus fidèle et zélé exécutant.

L'éminence grise de Moscou, Jacques Duclos, fait partie des émissaires "instructeurs" dépêchés par le Komintern en Espagne aux côtés de Togliatti tandis que l'ancien officier mutin de la mer Noire en 1903, Marty, est chargé de diriger et de coordonner les Brigades Internationales à l'automne 1936 dont la France fournit les plus gros contingents.

Le PCF proclame ouvertement en août 1936 la "ligne" antifasciste suivie pour dévoyer et embrigader les ouvriers dans la guerre : "Notre parti frère a prouvé à maintes reprises que la lutte actuelle en Espagne ne se déroule pas entre capitalisme et socialisme, mais entre fascisme et démocratie. Dans un pays comme l'Espagne (...), la classe ouvrière et tout le peuple ont (...) comme seule tâche possible (...) non pas de réaliser la révolution socialiste, mais de défendre, de consolider et de développer la

révolution bourgeoise démocratique. Le mot d'ordre unique de notre parti (...) était : 'Vive la République démocratique'."

Dans un manifeste publié le même jour, le PCF déclare : "Nous sommes les interprètes des camarades communistes, des socialistes et de tous les combattants de la liberté en Espagne en proclamant qu'il ne s'agit nullement d'instauration du socialisme en Espagne. Il s'agit uniquement et exclusivement de la défense de la République démocratique par le gouvernement

constitutionnel qui, devant la trahison, en a appelé au peuple pour la défense de l'ordre républicain".

Au nom de cet "ordre républicain", il cautionne les assassinats par la Guépéou des dirigeants concurrents antifascistes espagnols les plus directs du POUM, de la FAI et de la CNT.

Et surtout au sein même des troupes staliniennes, il participe pleinement à l'écrasement du prolétariat espagnol dans son ultime combat à Barcelone en mai 1937 qui parachève le travail des franquistes.

Le PCF et le pacte germano-soviétique

Tandis que se termine l'expérience du Front Populaire en France, en juin 1937 avec la démission de Blum, le PCF calque ses actions et ses discours sur la politique impérialiste de l'URSS. Après avoir accusé son ex-complice "Blum le bourgeois, Blum l'assassin, Blum le mouchard, Blum la guerre, hanté par le sang innocent de ses victimes qui tâche à jamais ses mains aux doigts longs et crochus" avec de forts relents d'antisémitisme (1), pour son alliance avec l'impérialisme anglais qualifié "d'empire le plus réactionnaire", il poursuit la même dénonciation des alliances "honteuses" du pays à travers les différents gouvernements français qui se succèdent jusqu'aux gaullistes qualifiés en 1940/41 de "laquais de l'impérialisme anglo-saxon".

Pourtant le Pacte germano-soviétique signé le 22 août 1939 qui allait directement à l'encontre de l'antifascisme et des préparatifs guerriers du PCF va pousser ce dernier à multiplier les contorsions. Ce n'est que sous la pression de l'impérialisme russe que le PCF s'est retrouvé contraint, à son corps défendant, de ravalier pour un temps (le temps que dura le pacte germano-soviétique) ses slogans nationalistes et antifascistes au profit de mots d'ordre qu'avec sa chute dans le camp bourgeois, il avait piétinés, enterrés à tout jamais. Fidélité à la "patrie socialiste" obligeait ! Aussitôt L'Humanité et les

autres publications du PCF sont saisis et bien que le PCF vote au parlement les crédits de guerre le 2 septembre, il est mis hors-la-loi le 26 septembre 1939, au lendemain même de l'invasion de la Pologne par les troupes hitlériennes et commence alors à travailler dans la clandestinité.

Il se fait du jour au lendemain le porte-parole et célèbre la politique d'alliance germano-soviétique comme une victoire de la paix et retrouve de pseudo-accent internationalistes de défaitisme révolutionnaire tout en continuant à agir au nom de la défense de l'intérêt national en dénonçant le gouvernement de l'époque de Paul Raynaud et sa politique impérialiste devenue le dominion de l'Angleterre, assurant que la collaboration avec l'URSS est la seule politique possible pour le rétablissement de la paix générale. Au début de l'occupation allemande, il appelle ainsi à "la fraternisation" avec ceux qu'il n'hésitera pas pourtant cinq ans après à nommer "l'envahisseur, le Boche exécré". L'Humanité du 4 juillet 1940 écrit ainsi : "Il est particulièrement réconfortant en ces temps de malheur de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir amicalement avec des soldats allemands, soit dans la rue, soit au bistrot du coin. Bravo camarades, continuez, même si cela ne plaît pas à certains bourgeois aussi stupides que malfaisants. La fraternité des peuples ne sera pas toujours une espérance, elle deviendra une réalité vivante...". Telle fut l'ignoble hypocrisie d'un parti prétendument "ouvrier" qui s'est prosterné au capital : ce n'était pas à la

fraternisation avec les prolétaires d'Allemagne que le PCF appelait, mais en réalité, à la soumission à la bourgeoisie hitlérienne parce que celle-ci était devenue l'alliée momentanée de l'URSS stalinienne. Face à la désorganisation de la production et à la "résistance passive", le PCF réclamait alors "La France au travail" et L'Humanité lançait cet appel aux ouvriers : "Il faut organiser la reprise du travail ; (...) devant la carence et le mauvais vouloir évident des capitalistes, les ouvriers ont le devoir d'agir, de procéder à l'ouverture des usines et de les faire fonctionner le plus tôt possible". Le 27 juillet, il a le culot, lui qui n'a cessé de conditionner durant les années précédentes les ouvriers à la guerre par la propagande antifasciste de claquer encore "Nous sommes les ennemis des capitalistes français, les amis de tous les peuples allemands, italiens, anglais ainsi que des peuples coloniaux. Les impérialistes français ont voulu la guerre, mais des milliers d'ouvriers ont lutté pour la paix et sont emprisonnés. Ca, c'est la vraie France, la France de la liberté et de l'indépendance des peuples".

Après l'entrée de l'armée allemande dans Paris, il cherche en vain pendant six mois à négocier la réparation légale de L'Humanité auprès des hauts responsables nazis.

L'Humanité appelle ensuite à la constitution d'un front national des luttes. C'est ainsi qu'en mai 1941, le PCF a enchaîné à leurs exploiters les 100 000 mineurs du Nord-Pas de Calais qui s'étaient spontanément mis en grève contre les conditions de travail imposées par le STO (Service du Travail Obligatoire) institué par le régime pétainiste de Vichy. Il enferme alors la grève dans le carcan syndical grâce à la reconstitution clandestine de la CGT qui isole et expose les mineurs à la répression des troupes d'occupation nazies (alors qu'au même moment se déroulait une grève identique en Belgique, juste de l'autre côté de la frontière).

Le 22 juin 1941, c'est l'invasion de l'URSS par les troupes allemandes.

(SUITE PAGE 5)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irrévversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.